

hebdomadaire

n° 3015 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

PENDANT LE SOMMET LA CRISE CONTINUE...

Les mesures d'urgence annoncées par le chef de l'État n'inverseront pas le cours de la crise économique (lire pages 2, 3 et l'éditorial page 4).

AGIR événements

Auchan: une centaine de délégués syndicaux FO ont manifesté contre la dégradation des conditions de travail et dénoncé «un management autoritaire».

Lire page 5

Sans eux, il n'y aurait pas d'indice des prix publié chaque mois. Les enquêteurs de l'INSEE sont en grève contre la précarité statutaire et salariale.

Lire page 6

Plusieurs organisations syndicales appellent à une journée de grève dans l'enseignement le 31 janvier, tandis que le gouvernement multiplie les provocations contre l'école et les enseignants.

Lire page 7

En supprimant plus de 500 postes dont 310 en France, la FNAC passe du statut autoproclamé d'agitateur culturel à celui d'agitateur social.

Lire page 8

**L'AUSTÉRITÉ CONDUIT
AU PRÉCIPICE**

Lire l'éditorial page 4

RESPIRER culture

Officiellement, tout le monde est pour ou presque. Mais au fait, derrière les effets de mode, en quoi consiste réellement la taxe Tobin?

Lire page 15

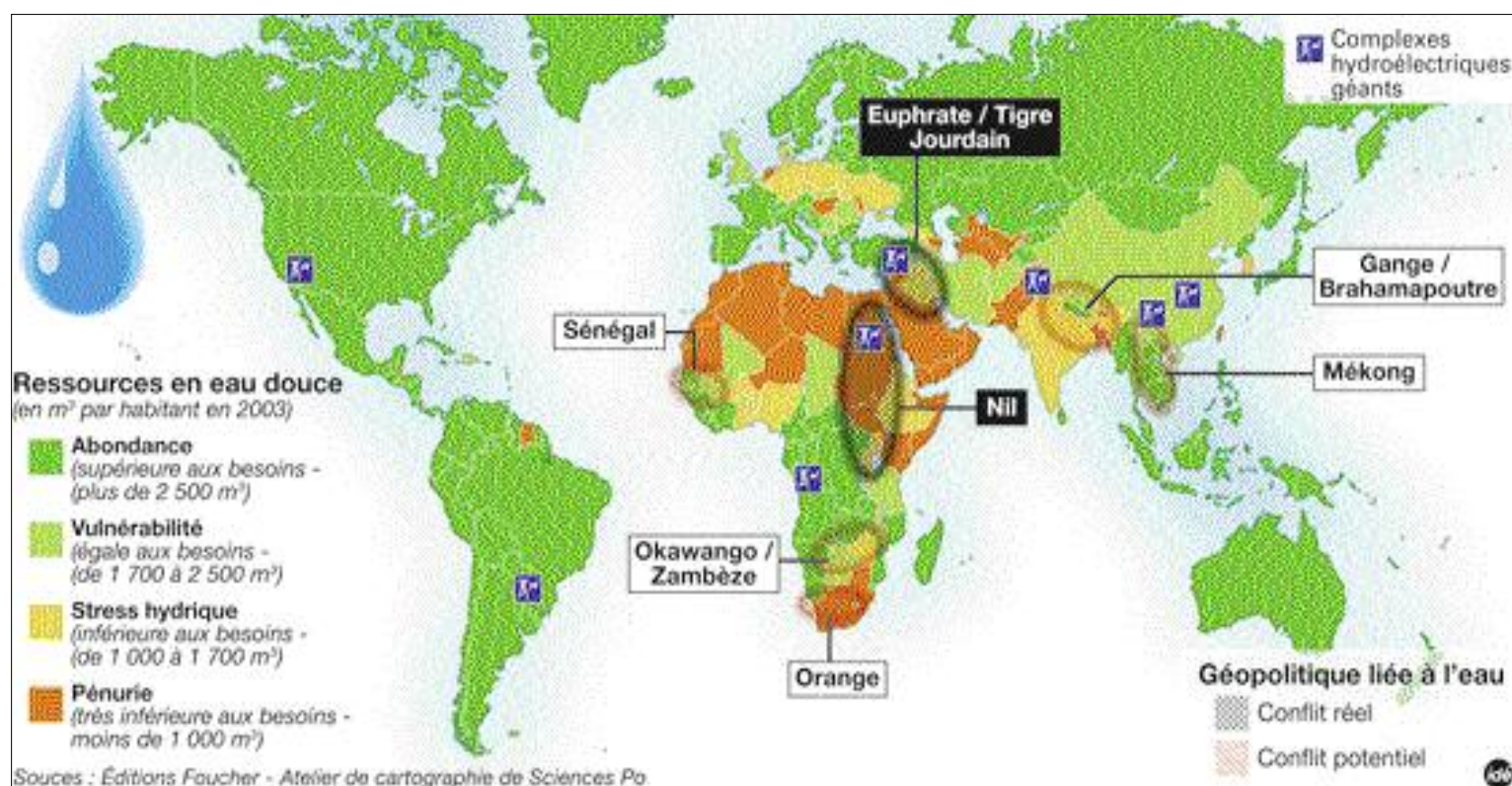
DOSSIER en pages centrales

La loi Maillé de 2009 a étendu les possibilités d'ouverture dominicale, aggravé les inégalités de traitement entre les salariés sans diminuer la délinquance patronale.

MONTRER enquête

De nombreux conflits entre ethnies comme entre pays ont aussi pour enjeu la question de l'accès à l'eau potable. Jadis ressource naturelle, celle-ci est en passe de devenir une véritable matière première dont le contrôle revêt un caractère stratégique.

Lire pages 17 à 20



LES RESSOURCES EN EAU DOUCE

Sur l'agenda du militant

**Les prochaines sessions
de stages CE et CHS-CT
qui se dérouleront
à la Confédération
pour 2012.**

Stages CHS-CT:

du 12 au 16 mars

du 11 au 15 juin

du 15 au 19 octobre

Stages CE:

du 26 au 30 mars

du 8 au 12 octobre

N'hésitez pas à me contacter
si vous avez besoin de plus
de renseignements.
Odile Roubertie, CFMS
01 40 52 83 71
01 40-52 83 64 (fax)
oroubertie@force-ouvriere.fr

Déclaration de la Commission exécutive

Face à l'augmentation importante du chômage, la Commission exécutive confédérale prend acte de certaines décisions gouvernementales le 18 janvier qui, tout en étant insuffisantes et entraînant un redéploiement de moyens, répondent (parfois partiellement) à certaines demandes de Force Ouvrière (chômage partiel, banque nationale pour l'industrie, directive détachement, crédits supplémentaires pour l'insertion des demandeurs d'emploi, prolongation de la R2F).

Ces éléments d'urgence ne sont toutefois pas de nature à retourner la situation économique et sociale, la crise du système capitaliste perdurant au niveau international, européen et national. D'autres décisions sont condam-

nables, comme l'exonération de cotisations patronales. Les mille postes à Pôle emploi sont par ailleurs insuffisants en nombre et sont des emplois précaires.

D'autres revendications demeurent entières (augmentation des salaires, AER, arrêt de la RGPP, notamment).

Par ailleurs, la Commission exécutive confédérale confirme que la volonté de réduire le coût du travail est une erreur économique et sociale, que Force Ouvrière entend préserver le pouvoir d'achat des salaires, allocations, pensions, retraites et l'intégralité d'une protection sociale collective solidaire et égalitaire. Elle rappelle son opposition à toute fiscalisation rampante.

La Commission exécutive confédérale confirme également son opposition à toute mécanique d'accord compétitivité-emploi, qui ferait payer aux salariés une crise ou des difficultés dont ils ne sont pas responsables.

Sur ces deux derniers points, la Commission exécutive confédérale appelle les travailleurs à la plus extrême vigilance, rappelle l'attachement indéfectible de Force Ouvrière à la liberté et à l'indépendance syndicale et la nécessité de lutter contre toute mesure de rigueur ou d'austérité, socialement et économiquement destructrice en France comme en Europe.

Paris, le 19 janvier 2012

Adoptée à l'unanimité

h e b d o m a d a i r e

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly
141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14
Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE

Ouvrière

Chaque semaine, FO Hebdo envoie ses reporters aussi bien pour couvrir les séances de négociations interprofessionnelles que pour des enquêtes dans les entreprises et les chantiers. Des articles, des informations que vous ne lirez nulle part ailleurs.
Un journal que vous ne trouverez pas dans les kiosques mais qui sera chaque semaine dans votre boîte aux lettres pour 54 euros par an (18 euros seulement pour les adhérents de Force Ouvrière).

NOM.....PRÉNOM.....
ADRESSE
VILLE.....CODE POSTAL
TÉL.....

**À RENVoyer À FORCE OUVRIÈRE HEBDO, SERVICE ABONNEMENT, 141, AV. DU MAINE, 75680 PARIS CEDEX 14,
ACCOMPAGNÉ D'UN CHÈQUE LIBELLÉ AU NOM DE FORCE OUVRIÈRE HEBDO.**



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

L'AUSTÉRITÉ CONDUIT AU PRÉCIPICE, LE SOMMET N'Y A PAS RÉPONDU

Le sommet dit «social ou de crise» s'est donc tenu à l'Élysée le 18 janvier dernier. Visiblement, le président de la République ne voulait pas aller «au clash» dans la limite où, sur deux points durs (TVA sociale et accords compétitivité-emploi), rien n'a été annoncé. Ces deux questions ont été effleurées, tout en précisant que rien n'était encore arrêté. Il faudra donc attendre son intervention télévisée à la fin du mois pour en savoir plus. Cela ne nous a pas empêchés, de rappeler notre opposition et de la motiver, sur ces deux points, en soulignant qu'il s'agissait d'une erreur économique et d'un danger social. On ne sort pas d'une crise du capitalisme libéral en faisant plus de libéralisme économique et de flexibilité sociale – quand la maladie est grave, l'homéopathie (soigner le mal par le mal) est inefficace. Sur le reste (les mesures dites d'urgence), nous avons quelques réponses. Certaines, même insuffisantes ou partielles, vont dans le bon sens. Si nécessaire, le chômage partiel est mieux qu'un licenciement ou qu'un accord compétitivité-emploi (travailler moins et gagner moins). La prolongation de la R2F (allocation pour demandeurs d'emploi en formation longue), l'extension du contrat de sécurisation professionnelle relèvent aussi de cette catégorie.

L'annonce de la mise en place d'une «banque nationale pour l'industrie» répond à une vieille demande de FO. En revanche, 1 000 CDD pour Pôle emploi c'est insuffisant et ce sont des contrats précaires. La prolongation du zéro charge pour l'embauche de jeunes constitue un effet d'aubaine, un coût budgétaire et une perte de recettes pour la Sécurité sociale. Enfin d'autres revendications restent entières (arrêt de la RGPP, augmentation des salaires, remise en place de l'AER, par exemple). Sur le fond, il est clair que cela ne changera pas les choses, ni le glissement accentué vers la récession et l'explosion du chômage, comme l'a exprimé la Commission exécutive confédérale. À nouveau, nous nous sommes comportés comme un syndicat libre et indépendant, contestant ce que nous devons contester et engrangeant ce que nous devons engranger. Comme tout le monde peut le constater, non seulement la crise perdure mais elle s'aggrave. Sortir de la logique du capitalisme libéral est une urgence, tant sur le plan national qu'euro-péen. L'austérité conduit au précipice, le sommet n'y a pas répondu.

S O M M A I R E

AGIR

Page 3

Sommet pour l'emploi: L'Élysée reporte à plus tard les sujets qui fâchent.
Focus: FO réclame une réorientation de la construction européenne.

Page 4

L'austérité conduit au précipice, le sommet n'y a pas répondu, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Conditions de travail: Souffrance dans tous les rayons chez Auchan.
Audiovisuel public: Coup de frein à la fusion RFI-France 24.

Page 6

Salaires: Les enquêteurs de l'INSEE maintiennent leur grève.
Précarité: Les modèles d'art parisiens en mal de statut.

Page 7

Mobilisation du 31 janvier: Grève dans l'enseignement: les appels communs se multiplient.
Chômage: Pôle emploi recevra mille CDD après avoir supprimé mille six cents postes.

Page 8

Assistance publique-Hôpitaux de Paris: Mobilisation massive à Saint-Antoine.
Commerce: La FNAC coupe dans ses effectifs.

Page 9

Outre-mer: Un nouveau Secrétaire FO à Saint-Pierre-et-Miquelon.
Forum n°2: De quoi le travail est-il le nom?

SAVOIR

Page 13

Les droits:
La cause réelle et sérieuse du licenciement pour motif économique ne peut être le refus par un salarié de la modification de sa rémunération variable.
Consommation:
Pollution intérieure: ouvrez vos fenêtres.

Page 14

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Encadrer et contrôler la spéculation: La taxe Tobin.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse:
Social: le chômage atteint le sommet.

Page 16

Une sélection de livres.
À voir: Guy Bedos tire le Rideau à boulets rouges.

MONTRER

Pages 17 à 20

Méditerranée: les guerres de l'eau.

DOSSIER

Pages 10 et 11

Travail du dimanche: le miroir aux alouettes.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

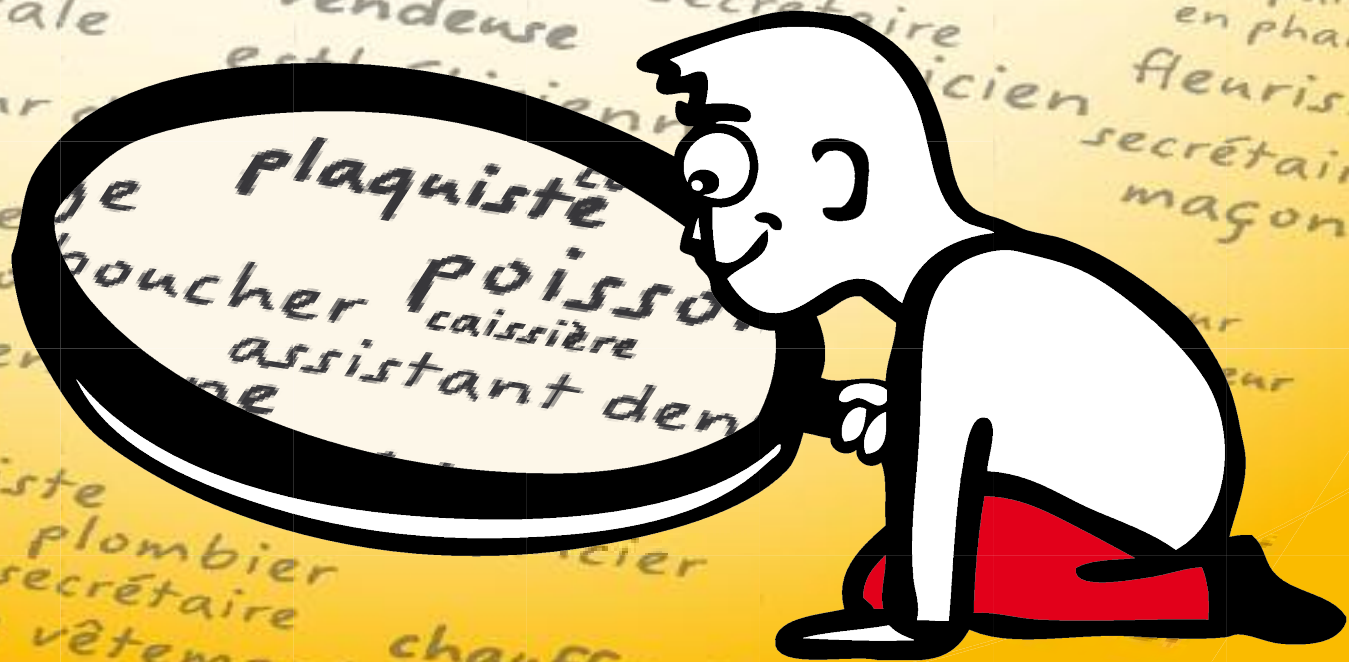
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 1^{er} trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

TPE

Oui!

C'est de vous qu'on parle



2012, année des salariés des TPE*.

En décembre, 4 millions de salariés de l'artisanat, du commerce, des services, des professions libérales, de l'industrie ont leur élection.

*Très Petites Entreprises – moins de 11 salariés

Mieux représentés, + forts

FO

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique:
depuis le 1^{er} janvier 2012:

1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Minimum vieillesse:
Au 1^{er} avril 2011:

8 907,34 euros par an
pour une personne seule
(742,27 euros par mois)
14 181,30 euros par an
pour un couple

Minimum contributif majoré:
7 974,55 euros par an
pour une personne seule
(soit **664,54 euros** par mois).

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:

23,00 euros

Au cabinet du médecin
spécialiste:

25,00 euros.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

74,1

L'espérance de vie dans les *Länder* allemands autrefois situés en RDA a diminué de presque quatre ans pour ceux qui touchent moins des trois quarts du revenu moyen. En effet, selon les chiffres fournis par le gouvernement allemand lui-même, le 12 décembre 2011 elle est passée de 77,9 ans à 74,1 ans entre 2001 et 2010. Pour l'ensemble du pays, celle des personnes aux revenus les plus faibles est passée de 77,5 ans en 2001 à 75,5 ans en 2010. L'augmentation de l'espérance de vie était l'un des principaux arguments justifiant, en 2007, le relèvement progressif de la retraite jusqu'à 67 ans aux alentours de 2030. Depuis dix ans, selon un rapport du ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales (BMAS, Bundesministerium für Arbeit und Soziales), le nombre de retraités allemands, âgés de 65 à 74 ans, obligés d'effectuer des petits boulots a doublé. Un triple A mérité.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%

Assurance-vieillesse: 6,65%

Assurance-vieillesse dé plafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)

Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%

● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%

● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.

2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.

4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 125,78 €
3 enfants: 286,94 €
Par enfant en plus: 161,17 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,38 € de 11 à 16 ans
et 62,90 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au mini-
mum, mais ne peut dépasser
75% du salaire journalier de
référence (salaire des douze
mois qui ont précédé la rup-
ture du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

DÉCEMBRE 2011
+0,4%

DU 31/12/2010 AU 31/12/2011
+2,5%

DU 01/01/2011 AU 31/12/2011
+2,5%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

4^e trimestre 2011, l'indice de référence des loyers atteint 121,68 – évolution sur un an: + 2,11%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation. Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

△ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;

△ 57,4% de cet ancien salaire;

△ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.

AGIR
événements

SAVOIR
pratique

RESPIRER
culture

MONTRER
enquête

FORCE Ouvrière

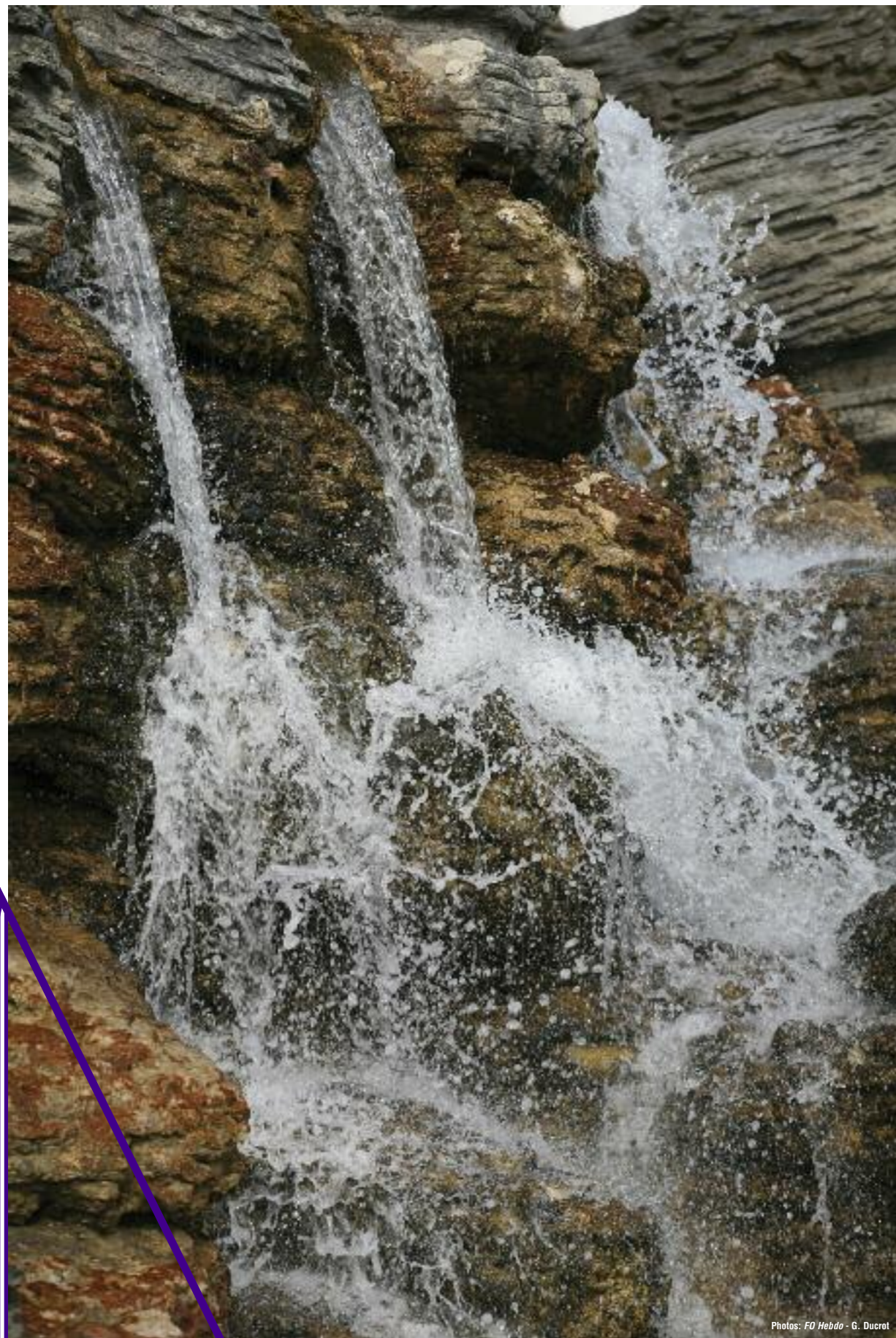
*Mercredi prochain, dans votre **hebdomadaire**,
une enquête sur les pompes funèbres, un marché
alléchant pour les investisseurs qui veulent
profiter du papy-boom.*

MÉDITERRANÉE

Les guerres de l'eau

Le contrôle des matières premières
est primordial pour les États en général
et plus particulièrement
pour les grandes puissances.
Le pétrole, le gaz et l'uranium sont
à l'origine de nombreuses guerres,
coups d'État et autres tensions
internationales.

L'eau entre désormais dans ce grand jeu.



Photos: FO Hebdo - G. Ducrot

Lire
notre
enquête
page 17